Pour donner une juste satisfaction aux réclamations ouvrières, il faut instituer une enquête sanitaire. La commission provinciale d'hygiène pourrait se charger de cette mission et prendre en considération les mesures suivantes : 10 amélioration des conditions du travail ; 20 augmentation du bien-être des ouvriers ; 30 moralisation et instruction ; 40 développement de l'esprit et de prévoyance et d'association.

Dans les usines où l'on se sert de matières nuisibles à la santé, l'autorité devrait ordonner l'affichage d'une instruction pratique pour avertir l'ouvrier du danger qui le menace et lui apprendre les moyens de s'en protéger. L'industriel alors ne manquerait pas l'occasion de rechercher les substances les moins nocives pour la santé et de donner à son atelier l'espace, la ventilation, enfin toutes les améliorations sanitaires modernes. Ce sont autant de réformes que les progrès de l'hygiène réclament.

Une autre grave question est celle de la substitution du travail mécanique au travail manuel. Depuis le jour de l'introduction de la machine dans le travail, une tempête d'idées a éclaté entre les économistes. La population ouvrière en frénésie a ébranlé l'édifice social. Aujourd'hui encore le calme n'est pas rétabli. Le temps seul trouvera peut-être une solution à ce brûlant débat. Pour nous, nous envisageons la question à un point de vue plus élevé. Le travail mécanique élève l'ouvrier en santé, en dignité, et nous ne voyons pas en quoi il peut compromettre sa subsistance. Les classes ouvrières s'inquiètent de ce progrès immense parce qu'elles n'ont pas la satisfaction des besoins légitimes qui est la base de leur hygiène.

Ainsi les besoins de l'homme sont la

respiration, l'alimentation, le vêtement, le logement, la conservation et le rétablissement de la santé, la locomotion, la sécurité, l'instruction, la diversion, la sensation du beau (Frédéric Bastiat). Pour bien remplir ce programme il faut de toute nécessité la connaissance de l'hygiène pratique. Hélas ! dans quelle classe de notre société canadienne trouve-t-on la réalisation de ce beau programme ? Dans notre pays l'éducation sanitaire du peuple n'est-elle pas encore à faire ? L'ouvrier surtout vit dans l'ignorance des conditions les plus indispensables à la vie. Le pauvre passe souvent la plus grande partie de son existence dans la privation de ces trois éléments fondamentaux de l'hygiène, l'air, l'eau, la lumière. La question des logements et des ateliers insalubres domine en quelque sorte toutes les autres par son importance et réclame la bienfaisance publique.

Il est un vieil adage qui dit : "prévenir vaut mieux que guérir." Cette vérité ne peut mieux s'appliquer que dans une réglementation pour tâcher de diminuer le chiffre des accidents qui, de nos jours, va toujours en augmentant. Il est pénible d'être à se demander s'il y aurait pas négligence ou imprudence quelque part ; si l'on ne pourrait pas mieux protéger la vie de l'ouvrier ; Pourtant nous croyons qu'il y aurait moyen de diminuer le chiffre de semblables malheurs qui portent la désolation et la misère dans tant de familles. Cette question fournit donc l'objet de sérieuses considérations.

Nous arrivons à une autre question non moins grave. A quel âge les enfants doivent-ils être admis à travailler dans les établissements industriels ?

L'avenir et la prospérité des populations industrielles dépendent de la solution de cette grave question d'hygiène sociale.